

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18906 - 73ÈME ANNÉE

Hausse spectaculaire des prix des fruits et légumes

Les pauvres privés de produits de première nécessité



8 euros le kilo d'oignon, les prix s'envolent quelques jours après le passage de Berguitta. Cela concerne tous les produits frais, y compris ceux qui sont importés. Certains ont donc décidé de profiter de la situation pour faire du profit, et prennent la décision d'empêcher les pauvres d'acheter des produits de première nécessité.

Les fortes pluies de Berguitta ont réduit à néant les investissements de planteurs de fruits et légumes. Leurs champs sont ravagés. C'est une récolte perdue. Il faudra donc attendre de longues semaines pour que la production redémarre. En attendant, les agriculteurs doivent faire face à des problèmes de trésorerie et demandent la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour activer les indemnisations.

Les pluies ont également durement touché la population. Ce sont en particulier les familles les moins riches qui en subissent les plus graves conséquences. Se pose en effet la question de l'assurance qui n'est pas toujours accessible. Rappelons que lors de la COP23 à Bonn, les États du monde se sont entendus sur la création d'un fonds spécifique destiné à permettre aux plus pauvres d'être assurés. Cette mesure concerne avant tout les pays en développement. Il est important de permettre aux Réunionnais de bénéficier d'une mesure analogue.

Hausse des prix des produits importés

Or, c'est une double-peine qui est infligée aux plus pauvres actuellement. En effet, bien avant que le montant des pertes causées par Berguitta soient évaluées, des profiteurs ont décidé d'augmenter exagérément les prix. Difficile d'accabler les agriculteurs qui n'ont plus rien à vendre. Les abus proviennent des intermédiaires. En effet, le prix des produits frais s'est envolé. Ainsi il faut compter 8 euros pour acheter un kilo d'oignons. Les tomates et autres légumes ont vu aussi leurs prix franchir le seuil de l'intolérable. Il s'avère que ses augmentations concernent également les produits importés. Ces derniers n'ont donc pas eu à souffrir des intempéries de Berguitta. Il y a donc manifestement des abus. De plus, ces augmentations effarantes concernent aussi des stocks constitués avant la tempête et qui sont aujourd'hui en train d'être écoulés. Cela signifie que l'agriculteur a été payé au prix habituel, mais que les intermédiaires ont considérablement augmenté leur marge en profitant d'une situation de pénurie.

Des abus impunis

À La Réunion, plus de 40 % de la



Pour les maraichers, il faut repartir de zéro et tout replanter. (photo Toniox)

population vit sous le seuil de pauvreté. Elle n'a pas les moyens de suivre une telle augmentation. Quant aux responsables de ces abus, ils estiment qu'à ce prix ils ont une clientèle qui peut acheter. Ils prennent donc la décision d'exclure les pauvres de l'achat de produits de première nécessité.

Au lendemain du passage de Berguitta, le PCR a publié un communiqué dans lequel il alertait sur les abus prévisibles. Il appelait « tous les acteurs de la chaîne de production, transformation et distribution

à la solidarité ». Plutôt que la solidarité, certains recherchent le profit à tout prix. Ils décident donc d'entretenir les tensions au sein de notre société en accentuant les inégalités. Il est donc plus que jamais nécessaire qu'un Observatoire des prix et des marges puissent avoir les moyens d'agir et de prendre les sanctions qui s'imposent contre les profiteurs de cyclone.

M.M.

Di sak na pou di

Avertissement de Berguitta aux élus de l'Est

L'Est de l'île a été épargné par le passage de la dépression Berguitta, contrairement à la zone ouest, comme Saint-Leu et la région sud qui ont subi de plein fouet les effets de la tempête. On mesure le désarroi de la population victime de ce cataclysme, en espérant qu'elle ne reverra plus jamais ça.

Et l'on doit se poser la question. Qu'en serait-il, si cette dépression était restée au stade de cyclone intense avec passage de l'œil sur l'île, comme cela avait été envisagé à un moment donné ?

Et comme, dit-on « Charité bien ordonnée, commence par soi-même », je me demande, sans tomber dans le catastrophisme, quelle serait l'ampleur des dégâts dans ma commune, Saint-André – habituellement inondée de partout, à la moindre intempérie – si elle avait essuyé ces pluies diluviennes, comme celles enregistrées à Saint-Joseph, soit 800 mm³ en quelques heures ? Qu'en serait-il si Berguitta ne nous avait pas épargnés ? N'oublions pas que Saint-André fait partie des communes de la Réunion classées à risque important.

Quel soulagement ! Mais en même temps, il s'agit là d'un sérieux avertissement aux élus de l'Est, ceux de ma commune en particulier. La saison cyclonique n'est pas terminée, et peut-être n'est-il pas trop tard pour agir sans délais, là où il faut, en prévision du prochain cyclone.

Par ailleurs, chacun aura noté le silence assourdissant du Président de Région, Didier Robert. Toujours pas de communiqué à cet instant, pas un témoignage de solidarité envers les élus des communes touchées par cette catastrophe, pas un mot de compassion envers ces familles sinistrées dont certains ont tout perdu, ne leur restant que leurs yeux pour pleurer. Pa là èksa, le Président.

Jamais vu ça !

Paul – Saint-André

Edito

82 % des richesses créées dans le monde en 2017 ont bénéficié aux 1 % les plus riches

La vidéo, à cette adresse (1), démontre l'inanité de la théorie du ruissellement dont s'inspire E. Macron — le "moderne" — à l'instar de ce que firent, dès 1979, les "modernes" Margaret Thatcher (1979-1990) et Ronald Reagan (1981-1989), E. Macron étant alors âgé de 2 ans.

Si la fameuse théorie du ruissellement fonctionnait réellement, 11 et 8 années de Travaux Pratiques — après 39 années d'une telle "modernité" — auraient certainement suffi à démontrer son efficacité. Or l'état dans lequel se trouvent aujourd'hui les classes pauvres et au moins la moitié inférieure de la classe moyenne de ces deux pays démontre qu'appliquer cette théorie ne permet qu'une seule chose : l'accumulation de richesses au profit de 1% des plus riches.

Si ce type de ruissellement s'appliquait à la pluie, la Terre serait en passe de devenir un immense désert, la population mondiale serait en train de mourir de soif et pas un seul de nos brillants économistes — dont notre président de la République française — n'oserait soutenir plus longtemps les billevesées qu'ils nous servent pour justifier les gigantesques cadeaux aux plus fortunés et les restrictions toujours plus injustes à l'encontre des plus défavorisés et des couches moyennes.

Tout ceci montre surtout que la grande majorité des responsables politiques et de leurs experts en économie, sont totalement à court d'idée pour changer réellement la donne au profit du plus grand nombre.

Élus par le peuple pour mettre en œuvre une politique profitable au peuple — ce qu'ils promettent toujours avant d'être élus — une fois au pouvoir, leur politique débouche toujours sur un enrichissement des plus fortunés, d'une part, et un appauvrissement massif d'une partie toujours plus importante de la population, d'autre part. Or, la démocratie c'est le gouvernement du peuple par et pour le peuple. Et 1% du peuple, ça ne peut représenter tout un peuple.

Non seulement la théorie du ruissellement appliquée par Emmanuel Macron et ses ministres est totalement fautive mais de plus elle est radicalement anti-démocratique.

Jean

(1) http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/01/22/oxfam-interpelle-les-elites-de-davos-face-a-l-explosion-des-inegalites_5244962_3234.html

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Après la fuite par Mayotte d'un ressortissant français condamné à Madagascar

Mayotte : base de déstabilisation des pays voisins ?

Condamné à trois ans de prison à Madagascar, Houcine Arfa s'est soustrait à la justice et est aujourd'hui en France. Il indique dans le « Parisien » du 15 janvier dernier que la première étape de sa cavale était Mayotte. Ceci pose une nouvelle fois la question du rôle joué par Mayotte vis-à-vis de ses voisins. Après avoir été la base des différents coups d'État qui ont déstabilisé les Comores, est-elle en train de jouer un rôle de déstabilisation à Madagascar ?



Le journal Le Parisien, dans son édition du 15 janvier, publie un article illustré par une interview vidéo d'un Français qui s'est évadé d'une prison de Madagascar, avec le titre suivant : « J'ai versé 70 000 euros à la ministre de la Justice ». Après quelques explications sur l'organisation de sa fuite et son entrée « discrète » à Mayotte, c'est de France qu'il déclare être victime d'une « affaire d'État ». Il est donc important de demander au gouvernement français de clarifier une situation dans laquelle son ressortissant l'interpelle en ces termes : « Aujourd'hui, je dis aux autorités de mon pays, qui m'ont d'ailleurs très peu soutenu : si je suis coupable, prouvez-le. Autrement, laissez-moi tranquille ». Les accusations sont lourdes de conséquences.

Un test pour le nouveau gouvernement

En effet, le Président de la République actuel a exprimé son souhait de se démarquer de ses prédécesseurs. Or, voilà qu'un citoyen français déclare publiquement avoir utilisé Mayotte, comme base arrière pour se soustraire d'une condamnation judiciaire à Madagascar pour laquelle il a d'ailleurs interjeté appel. Le récit de sa fuite rocambolesque est truffé de détails déconcertants : aussi bien sur ses relations au sommet de l'Etat malgache, ses fonctions de conseillers, la corruption présumée, la vaillance de son équipe de sécurité, le navire positionné en haute mer à Tamatave, son entrée secrète à Mayotte... que sur l'absence d'informations sur son séjour à Mayotte jusqu'à son transfert vers la France. A l'évidence, c'est quelqu'un qui possède des moyens financiers et de solides relais de complicité. Sur la foi de ce qu'il avance, il mouille le gouvernement français qui devra expliquer à l'opinion trois choses :

1) Comment un de ses citoyens

peut-il sortir « secrètement » 70 000 euros et 30 000 euros pour souduyer les autorités d'un État étranger ?

2) Quelle était réellement sa fonction ainsi que le niveau de sa rémunération ?

3) Comment a-t-il pu tromper la vigilance des autorités administratives et militaires françaises à Mayotte ?

Une vieille habitude de la Françafrique ?

Houcine Arfa dit avoir travaillé pour plusieurs dirigeants africains avant de mettre ses compétences au service de la formation de sécurité de 900 hommes du Président malgache actuel. Il finit par être accusé d'usurpation d'identité, de tentative d'extorsion, d'association de malfaiteurs, et condamné en novembre, en première instance, à 3 ans de prison. Pour lui, le dossier est vide. Mais, il a décidé de contre-attaquer, publiquement, rappelant même qu'il est intervenu dans plusieurs pays d'Afrique. En cherchant à se dédouaner, il a offert aux autorités judiciaires françaises de quoi alimenter un dossier sérieux.

Quand on connaît les distances maritimes, la fuite rocambolesque de ce prisonnier d'exception, en passant par Mayotte, relance le débat sur le rôle spécial attribué par la France à certains de ses ressortissants et aux départements de l'Océan indien. Mayotte est d'abord une base stratégique pour la France.

(à suivre)

Arj

Le changement climatique à l'ordre du jour du forum de Davos

Agir vite « pour éviter l'effondrement du système »

Selon le dernier Global Risks Report 2018 publié par le Forum économique mondial, les événements climatiques extrêmes tels que les tempêtes côtières et les sécheresses, les échecs en matière de réduction des émissions de carbone et de renforcement de la résilience climatique ainsi que les catastrophes naturelles comptent parmi les principaux risques qui menacent sérieusement la stabilité mondiale. Le rapport a été publié quelques jours avant le début du Forum économique mondial à Davos.

L'intensification des risques liés à l'environnement et au climat s'inscrit dans la foulée d'une année marquée par des ouragans à fort impact - Harvey, Irma et Maria - qui ont causé des dégâts considérables aux États-Unis et dans les Caraïbes, par des températures extrêmes et par la première augmentation des émissions mondiales de CO₂ en quatre ans.

S'exprimant sur le rapport, Alison Martin, Responsable en chef du contrôle des risques de Zurich Insurance Group, a déclaré: « Les événements climatiques extrêmes ont été classés au premier rang des risques globaux en termes de probabilité et d'impact. Les risques environnementaux, conjugués à une vulnérabilité croissante à d'autres risques, menacent maintenant sérieusement les fondements même de la plupart de nos biens communs. Malheureusement, la réaction des gouvernements et des organisations face au changement climatique est bien trop tardive. Il n'est pas encore trop tard pour un avenir plus résilient, mais nous devons agir avec un sentiment d'urgence

plus fort pour éviter l'effondrement du système dans son ensemble. »

Le rapport souligne que l'action climatique initiée par un réseau croissant de villes, États et entreprises apparaît comme un excellent moyen de lutter contre le changement climatique et les autres risques environnementaux.

Interdépendance

Le rapport met en évidence également de nombreux domaines où nous poussons les systèmes jusqu'à leur limite, que ce soit en provoquant un taux trop élevé d'extinction des espèces, une réduction massive de la biodiversité, en mettant des systèmes agricoles sous tension et l'approvisionnement alimentaire mondial en danger ; la pollution de l'air et de la mer devient une menace de plus en plus pressante pour la santé humaine également. Certains de ces risques pourraient ensuite entraîner une série d'événements - déplacements à grande échelle, pénuries d'eau - qui

mettraient en péril la stabilité sociale, politique et économique dans de nombreuses régions du monde.

Par exemple, les dernières données montrent que plus de 75% des 31 millions de personnes déplacées en 2016 ont été chassées de chez elles à la suite d'événements météorologiques.

Le rapport suggère enfin qu'une tendance à l'unilatéralisme de l'Étation pourrait rendre plus difficile le maintien de réponses multilatérales à long terme nécessaires pour contrer la hausse des températures et la dégradation de l'environnement mondial.

Le rapport - qui partage les perspectives des experts et des décideurs mondiaux sur les risques les plus significatifs auxquels le monde est confronté - a interrogé près de 1000 personnes sur la tendance des risques pour l'année 2018. Près de 60% d'entre elles ont fait part d'une intensification des risques, et seulement 7% d'une baisse des risques.

In kozman pou la rout

« Akoz ? Ou i pran amoin pou in shoval de boi nana lo né mé na poin l'trou d'dan ! »

Kan i parl d'in moun na poin lo né, souvan dé foi, sé in moun i pran pa la ont pou arien. Li fou pa mal d'in foutan ! Li fou pa mal galman d'in krétik sansa d'in kasaz lé kui sansa ti boi ! Astèr kan i an parl in shoval de boi, li nana lo né : sa lé sir ! Lo trou dann né ? Sa moin la pa sir ! An touléka li na poin lo né dann sans kozman moin la mark an o la. Konm i di, li la poin lo né... Solman, zot i koné, kréol lé souvan siséptib é li vèks pou in oui, pou in non, dizon pa pou gran shoz. Si tèlman li kroï demoun na poin pou li lo santiman solon li zot i doi an avoir. Si tèlman zot lé toultan dann in siséptibilité demoun malad. Moin lé sir, an parmi l'moun zot i koné, néna galmann d'moun konmsa é zot lé a d'mandé koman i pé géri in maladi konmsa. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

I doi z'ète difisil prann in bon désizyon dann in péi ou i koné près pa ditou !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, m'a dir aou in n 'afèr : konm mi di toultan, lé pli fasil kréтик in n'afèr plito ké trouv in bon solisyon. Sé sak mi di, épi sé sak mi pans, kan mi antann désèrtin moun l'aprè kréтик mésyé lo préfè épi son l'adminstrasyon pou sak li la fé dann dé pèryod siklone i sort éspasé. Souvan défoi, mi antann désèrtin aprè fé konmsi zot nana la syans infiz é si zot lété plasé la plas lo préfè zot nora trouv in méyèr solison. Kroi touzour, mé fyé pa tro.tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, moin pèrsonèl mi di pa ou moin noré fé myé si moin té la plas profé. Dabor pars lété pa moin d'fèr in n'afèr konmsa. Sé sak lé dann la réponsabilité k'i doi fé, pa sak na poin okin réponsabilité. Mé néna dé foi mi antan di dé shoz é moin pèrsonèl, mi pans sé dé kouyonad pir zi. In kouyonad mi sort an tann : La pa par Béguitta solman lé shoz l'arivé mé pars avan Béguitta l'avé plizyèr zour gro plui.

L'èrla mi di : pétète sak i di sa na rézon é moin lé sir li néna rézon mé si l'avé in désizyon pou prann téi falé mézir lo danzé, té i falé prann lo problèm dann son totalité. Donk té i falé pa solman agard Beghitta mé agard sak l'avé spasé avan. Lété pa misyon inposib sa ! An touléka sé sak mi pans é mi pans galman Préfé té entouré par son bann sèvis épi son bann éspésyalis, son bann z'ékspèr.

L'èrla si toulmoun la tronpé, ébin toulmoun lé réponsab. Si préfè tousèl la tronpé, l'èrla sé li k'i doi siport lo bann konsékans.. Lé vré kan ou i koné pa lo péi, i doi z'ète difisil pran in bon désizyon. Si an plis ou i pans san konète lo péi, ou i koné pli myé sak i fo fèr ébin l'èrla lé ankor pli danzéré ;Tok ! Pran sa pou ou !

NB -Anons in lové l'alèrt vantredi 8h édmè, alé poir kréol lé an mouvman dopi sinkèr d'matin sa la pa in bèl kouyonad sa ? Nora té myé prann out désizyon avan, sanm pou moin.

Justin